

L'ESSENTIEL Droits africains des affaires - N° 04 - 1 avr. 2017

À LA UNE

Un nouveau droit comptable pour l'espace OHADA

Par Alexis Ndzukenkeu

OHADA

Impossibilité d'initier une procédure d'injonction de payer pour une créance contestée dans son principe

Par Ndèye Coumba Madeleine Ndiaye

Vente commerciale et vice caché : quelle commercialité et quelle prescription ?

Par Cyril Grimaldi

Le bail à l'épreuve du décret présidentiel

Par Bréhima Kamena

L'arbitrage par défaut : possible mais à déconseiller !

Par Marie Goré

Irrecevabilité de l'appel pour dépassement du délai de 30 jours

Par Moktar Adamou

Le défaut de la formule exécutoire de l'autorité nationale ne fait pas échec à l'exécution d'un arrêt de la CCJA

Par Akodah Ayewouadan

COMESA

COMESA : de l'industrialisation inclusive et durable

Par Ravaka Andrianaivotseheno

OAPI

Les modes alternatifs de règlement des conflits au menu de l'OAPI

Par Olivier Bustin

La loi relative au partenariat public-privé en Mauritanie

Par Ghjuvana Luigi, Dieu Le Fit Nguiyan

Loi de finances pour 2017 du Congo-Brazzaville : haro sur les prix de transfert !

Par Inès Féviliyé

La propriété intellectuelle dans la loi pénale camerounaise

Par Nicolas Binctin

Le Sénégal en pointe sur le développement des MARD !

Par Olivier Cuperlier